

*Initiatives ministérielles*

autres taxes qui existent déjà, les Canadiens sont assez imposés et qu'une autre taxe n'est pas souhaitable. Le gouvernement prétendait que cette taxe serait de 10c. par semaine seulement et coûterait donc moins cher qu'une tasse de café.

Nous ne l'avons pas cru. Il nous avait déjà induit en erreur au sujet de la TPS, la présentant comme une taxe transparente et sans douleur qui ne rapporterait pas de recettes additionnelles. Or, elle ne s'est pas révélée transparente. Elle a été fort douloureuse. Et elle a rapporté des recettes additionnelles. Nous avons donc estimé que cette nouvelle taxe finirait tôt ou tard par coûter beaucoup plus cher qu'une tasse de café, aussi cher peut-être qu'un repas entier au steak.

Notre parti tout entier a contesté la taxe. Le député de Nickel Belt et moi l'avons qualifiée d'inacceptable et nous n'avons toujours pas changé d'idée à cet égard. Nous avons dit non à la perception d'une telle taxe.

Ce que nous avons proposé, toutefois, c'est que le gouvernement tire cet argent de ses recettes générales, c'est-à-dire des impôts qu'il perçoit déjà. Cet argent existe. On songe à une somme de 61 millions de dollars pour conclure un marché honnête avec les travailleurs. Les 61 millions de dollars sont là. Le gouvernement parle à l'heure actuelle de verser 4,3 milliards de dollars pour des hélicoptères qui sont inutiles. On se rend compte que, lorsque le gouvernement veut vraiment financer quelque projet qui lui tient à cœur, que ce soit une initiative de la prospérité de 18 millions de dollars ou des campagnes publicitaires visant à influencer notre vote, il trouve toujours le moyen.

Le gouvernement a refusé de prendre cet argent dans les recettes générales. À défaut de percevoir auprès des entreprises cette taxe devant rapporter 61 millions de dollars, il a décidé d'abandonner complètement le projet de protéger les salaires des travailleurs. Le gouvernement avait déjà laissé tomber l'idée d'une priorité absolue sur toutes les réclamations et garanties.

Lorsqu'il s'est agi de cette caisse, il a dit que, s'il ne pouvait plus imposer les gens — soit dit en passant, le gouvernement a décrété 34 hausses d'impôt depuis qu'il est en place —, s'il ne pouvait pas imposer une autre taxe, ce serait tant pis pour les travailleurs.

Je devrais ajouter, entre parenthèses, qu'un collègue a dit que Freddie Kruger était revenu et que toute l'histoire s'était transformée en cauchemar sur la rue Wellington. C'était encore pire que tout cela. Si je peux poursuivre mon analogie avec les films, souvenons-nous de *Love Story* et de la phrase célèbre: «Aimer signifie ne jamais

avoir à dire je regrette.» Si les conservateurs prétendent que ce projet de loi sur les faillites signifie qu'ils n'auront jamais à dire je regrette, ils ont tort.

Les conservateurs ont simplement passé de la deuxième à la troisième vitesse et ils ont déclaré: «Non, nous n'accepterons pas la taxe. Nous n'accepterons pas la priorité absolue. Nous ne créerons pas un fonds de protection des salaires. Nous allons tout simplement récrire l'histoire, modifier ces 28 articles ou parties originales du projet de loi, que nous avons déjà acceptées, et présenter un projet de loi entièrement différent.»

Et c'est à ce moment que nous nous sommes vraiment inquiétés. Ce projet de loi qui, comme je l'ai déjà dit, semblait équilibré et juste au départ, s'est entièrement transformé. Il est devenu une caricature grotesque de lui-même, refusant, au bout du compte, la priorité absolue à la majorité des travailleurs. Le projet de loi final ne remplit absolument pas les promesses faites à l'origine, c'est-à-dire la création d'un fonds pour la plupart des travailleurs qui en auraient besoin.

Finalement, le gouvernement a cédé devant les sociétés. Au même moment, il renonçait à une somme de près de 25 millions de dollars annuellement je crois, soit le montant auquel il aurait eu droit, sous forme de recettes ou de sommes dues, à la suite des faillites.

C'est difficile à accepter pour le consommateur moyen, le travailleur moyen qui veut croire en son gouvernement, mais qui découvre que ce gouvernement refuse de poser les gestes appropriés. Peu importe si vous êtes libéral, conservateur, néo-démocrate ou d'une autre allégeance, vous savez fort bien qu'à la base, les gens souffrent.

Des milliers et des milliers de personnes ont fait faillite et ont espéré que ce gouvernement leur viendrait en aide. Nous ne parlons pas d'un problème mineur qui fait dire aux gens: «Bon, je vais recevoir une allocation, puis voilà tout.»

Nous parlons d'une situation grave qui ronge la confiance qui existe à l'égard de ce gouvernement. Ce qui m'irrite particulièrement, c'est qu'alors que nous parlons de protéger les banques et les créanciers garantis et de nous assurer que la marche à suivre en cas de faillite devienne beaucoup plus logique et rationnelle, et dans certains cas plus facile, nous n'accordons pas la protection de la loi à la personne la plus importante.

Et c'est ça qui ne va pas et qui trahit le manque de cœur de ce gouvernement qui est dénué de tout sentiment. Seul lui importe le résultat net et que celui-ci soit positif et en faveur des sociétés.